

Zeitschrift:	Revue économique franco-suisse
Herausgeber:	Chambre de commerce suisse en France
Band:	27 (1947)
Heft:	1
Artikel:	Ombres sur la prospérité : la Suisse, avec les États-Unis, s'inquiète de la haute conjoncture actuelle
Autor:	Aymard, Philippe
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-888616

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

OMBRES SUR LA PROSPÉRITÉ

La Suisse, avec les Etats-Unis, s'inquiète
de la haute conjoncture actuelle

par

Philippe Aymard

Docteur en droit

Ce n'est ni en France ni dans les autres pays sortis exsangues de la tourmente de 1939-1945 qu'il faut chercher les éléments d'appréciation de la conjoncture mondiale actuelle. Pour quelques années encore il leur faudra remonter lentement la pente pour sortir de l'abîme où les ont plongés la guerre et l'occupation. Et si ces pays peuvent être appelés à subir le contre-coup d'événements économiques internationaux, il semble exclu que ces événements y prennent naissance.

Par contre, deux nations, l'une dont l'hégémonie sur le nouveau monde n'est contestée par personne, l'autre, îlot miraculeusement préservé du vieux continent, connaissent actuellement une conjoncture de prospérité rarement égalée. Par un paradoxe dont on ne songe plus à s'étonner, c'est précisément dans ces deux pays en plein boom, aux Etats-Unis et en Suisse, que se font jour certaines inquiétudes quant à l'évolution du cycle économique. Des esprits froids et sensés jettent un cri d'alarme pour éviter qu'à l'apparente facilité actuelle ne succède bientôt une crise qui les précipiterait d'autant plus bas que le niveau aurait été artificiellement porté plus haut.

AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Les derniers chiffres publiés par les Services américains de statistique montrent que le revenu national qui était estimé en 1929 à 80 milliards de dollars environ, atteint maintenant 170 milliards de dollars contre 155 en 1945 et 84 en 1940. C'est le plus haut niveau enregistré dans l'histoire des Etats-Unis.

Le nombre de personnes employées s'élevait en 1940 à 45 millions. Il atteint aujourd'hui 58 millions, tandis qu'au cours de la même période les chômeurs ont baissé dans la proportion des trois quarts.

La quantité de monnaie à la disposition de l'ensemble de la population américaine est passée de 50 à 130 milliards de dollars, alors que la hausse des prix n'a jamais atteint le coefficient 2. Il y a, par suite, augmentation du pouvoir d'achat, donc du standard de vie et de la fortune américaine.

En face de ces preuves de prospérité économique, d'aucuns commencent à penser cependant, outre-Atlantique, que la sinusoïde du cycle économique a atteint son point d'inflexion maximum et que le retournement vers le bas — c'est-à-dire, à proprement parler, la crise — est sur le point de se produire.

Quelles raisons invoquent-ils? Trois principalement :

- le krach de Wall Street,
- la hausse du taux de l'intérêt,
- et différents éléments d'ordre plus général.

D'abord la baisse de Wall Street qui a débuté le 3 septembre dernier et qui consacre dès maintenant une déperdition de près de 20 p. 100 de la capitalisation boursière.

Cette date du 3 septembre semble d'ailleurs fatidique à Wall Street. En 1929, c'est le 3 septembre que les valeurs avaient coté le niveau maximum qu'elles devaient atteindre. Cette année, c'est la publication des notes menaçantes échangées avec la Yougoslavie qui a provoqué le brusque fléchissement des cours.

Deux jours avant le mémorable jeudi 24 octobre 1929, Mr. Mitchel, Président de la National City Bank de New-York, affirmait avec toute l'autorité que lui conférait sa situation : « Les cours les plus bas ont été atteints maintenant... Ces six semaines de baisse ont fait beaucoup de bien et assaini le marché... Il n'y a, à ma connaissance, aucun trouble profond dans le monde des affaires ni dans la structure du crédit ». Deux jours plus tard le krach commençait pour de bon.

Il n'est pas question d'appliquer « mutatis mutandis » le même raisonnement à la conjoncture présente, ni de vouloir extrapoler d'après des précédents historiques. La baisse de Wall Street peut, cette fois-ci, n'être qu'un accident isolé et ne pas entraîner dans un proche avenir une crise analogue à celle de 1929. Mais souvenons-nous que les universitaires d'Harvard, dans leurs travaux de prévision des crises économiques, avaient noté que le premier signe prémoniteur d'un renversement du cycle était la baisse des valeurs de bourse, suivie six mois plus tard de la baisse des prix. L'effondrement du cours du coton serait-il le signal de la 2^e phase?

En second lieu, un autre signe avant-coureur pourrait être la hausse du taux de l'intérêt que l'on constate aux Etats-Unis depuis quelques mois. Le loyer de l'argent à long terme est passé de 2,17 p. 100 l'an en avril dernier, à 2,37 p. 100, d'après les cours des emprunts d'Etat. A court terme, il en est de même : en juillet dernier les Federal Reserve Banks de New-York, San Francisco et Philadelphie, ont aboli le taux exceptionnellement faible de 1/2 p. 100 qu'elles pratiquaient pour les prêts aux banques. Le taux des avances aux brokers a été porté simultanément de 1 à 1 1/2 p. 100; le taux d'escompte des acceptations majoré de 1/8 p. 100. Les investissements des banques commerciales (celles du Federal reserve system) ont corrélativement diminué de 10 milliards de dollars depuis le début de l'année. Ces restrictions de crédit vont peser sur l'avenir des affaires.

Enfin, différents signes de malaise social, de déséquilibre économique, sont relevés par ceux qui prévoient l'imminence d'une crise : les grèves, les conflits ouvriers, les revendications des retraités et rentiers devant la hausse des prix, l'ingérence de l'Etat qui fausse tout système de réadaptation automatique. « Il n'y aura pas de programme de construction d'habitations aux Etats-Unis, a prédit le sénateur Taft, tant que le Gouvernement voudra s'en mêler ».

Les bilans, d'autre part, sont surévalués et l'actif ne représente pas sa valeur liquidative exacte; des hommes éminents comme le président de la « General Electric Company » ont pu déclarer récemment : « A mon avis la situation économique de notre pays est beaucoup plus grave qu'on ne le croit généralement ».

EN SUISSE

La Suisse, de son côté, a vu sa puissance financière, industrielle et commerciale croître dans des proportions considérables depuis quelques années. Terre refuge, « dernière chance », elle a vu affluer chez elle pendant la guerre, d'énormes quantités de capitaux venus plus ou moins clandestinement de tous les pays d'Europe moins favorisés par le sort. En même temps, les commandes affluaient sur le marché intérieur comme sur le marché extérieur. Et l'effondrement allemand ouvre à certaines de ses industries des perspectives inespérées.

L'industrie chimique par exemple a augmenté son personnel de 48 p. 100 de 1939 à 1945, les colorants prenant une grosse extension depuis la disparition de l'I. G. Farben. Même remarque pour le livre et l'édition allemandes depuis que Leipzig et Nuremberg ne travaillent plus. Sur un autre plan, on enregistre 50 p. 100 d'augmentation dans le personnel de l'industrie du bois qui exporte des baraques pour les populations sinistrées des autres pays, tandis qu'en Suisse même 59.000 logements ont été construits pendant la guerre. Heureux et rare pays d'Europe où les statistiques donnent les chiffres des maisons construites et non d'immeubles détruits!

Mais de divers côtés de Suisse, des cris d'alarme se font entendre qui mettent en garde les bénéficiaires de la prospérité actuelle contre un retournement brutal de la situation.

Les causes et l'ampleur de la haute conjoncture que connaît actuellement la Suisse ne sont pas comparables à celles des Etats-Unis, mais on y trouve la même sensation de « haut de la courbe » et la même crainte de se laisser entraîner sur son aire, de dépasser le niveau optimum et raisonnable et de retomber plus bas qu'au départ.

Les Suisses sont moins spéculateurs que les Yankees. Aussi mettent-ils l'accent, non sur le problème boursier ou financier, mais sur l'équilibre économique même de leur pays.

D'après certains, cet équilibre serait rompu et il serait grand temps d'y mettre bon ordre si l'on ne veut pas voir tant d'efforts et d'espoirs sombrer dans une violente tourmente :

— d'une part, le pays devient trop industriel au détriment des ressources stables et traditionnelles de l'agriculture et de l'artisanat, qui perdent

de leur main-d'œuvre et de leurs capitaux au profit d'usines dont la production trouvera peut-être difficilement preneur quand des conditions normales de travail seront revenues dans les autres pays;

— d'autre part, les énormes investissements qui se font actuellement sont dangereux car ils s'opèrent au niveau le plus élevé atteint par les prix. L'indice du coût de la vie est nettement supérieur à celui des Etats-Unis (154 contre 136). Le prix de revient très élevé tend à rendre les produits suisses trop chers sur le marché mondial;

— enfin (last but not least) de nombreux économistes et dirigeants suisses se rendent compte que le boom actuel de la Confédération est dû à des causes essentiellement occasionnelles et provisoires et qu'il serait beaucoup plus sage de gagner moins d'argent maintenant pour en gagner plus longtemps. Autrement dit, il serait conforme au traditionnel bon sens helvétique de voir plus loin et plus stable. L'industrialisation à outrance nécessite l'importation de main-d'œuvre étrangère. Si une crise de débouchés survient, que fera-t-on de ces ouvriers que l'on aura fait venir en Suisse?

Si la balance commerciale devient déficitaire et que les « invisibles » ne suffisent pas à rétablir l'équilibre, avec quoi paiera-t-on les importations de vivres indispensables à la vie du pays, et que la régression de l'agriculture aura rendu nécessaires? Si la surcapitalisation se confirme et s'étend, comment la Suisse retrouvera-t-elle la souplesse qui lui a permis de réagir devant une baisse de la conjoncture et de subir avec une très forte atténuation les crises qui frappèrent ses voisins?

CONCLUSION

Causes hétérogènes, ampleur inégale et remèdes sans doute différents, telles sont les caractéristiques de la situation économique aux Etats-Unis et en Suisse. Mais dans ces deux pays que baigne de la prospérité actuelle, une même inquiétude est née.

Le Suisse, plus mûr et plus réfléchi que l'Américain, se rend mieux compte de la fragilité de la situation, et répète avec l'accent vaudois ou bernois le « Pourvu qué ça doure » de Laetitia Bona-

parte. Mais l'Américain, plus pratique, sent qu'il sera vital pour son pays d'écouler la surproduction des années à venir; et il « colonise » le marché d'Extrême-Orient avec un zèle beaucoup plus commercial que militaire. C'est évidemment une question de vie ou de mort pour les E. U. qui sont menacés d'engorgement à bref délai et dont les débouchés extérieurs sont la seule ou l'une des seules planches de salut.

Il serait présomptueux de prétendre distribuer la bonne parole et préconiser telle ou telle mesure de nature à éviter les embûches de l'avenir. Dans la série d'articles fort intéressants qu'il a publiés dans « Le Monde », en octobre dernier, M. Raymond Bertrand brosse un tableau pittoresque de la situation économique suisse, mais se garde de toute thérapeutique.

Il semble cependant qu'en Suisse comme aux Etats-Unis, la question de la politique d'exportation soit également vitale. La Suisse est traditionnellement une puissance exportatrice. Or elle n'atteint actuellement, compte tenu de la différence des prix, que 96 p. 100 de ses exportations de 1938, le marché intérieur s'étant hypertrophié. C'est vers la reprise de son équilibre d'antan, donc vers le développement et la sélection de ses exportations qu'elle devrait regarder, en même temps qu'elle aurait intérêt à agir parallèlement dans le sens d'une modération des investissements intérieurs.

Comme toute entreprise privée, la maison Suisse devra éviter de s'immobiliser et veiller par-dessus tout à conserver sa liquidité. L'exemple devant venir d'en haut, d'aucuns estiment souhaitable que le gouvernement fédéral réduise dès maintenant ses programmes de travaux publics, oriente la construction vers les logements d'habitation plutôt que vers les bâtiments industriels, enfin profite des « vaches grasses » pour pratiquer une politique fiscale courageuse et absorber ainsi l'excédent du pouvoir d'achat.

Il ne s'agit pas de « renverser la vapeur », mais de résister à la tentation, à la facilité du moment, pour ne pas compromettre les remarquables résultats acquis. Le problème glisse ainsi insensiblement du plan économique vers le plan moral, et dans aucun domaine les Suisses ne pouvaient lutter avec plus de chances de succès.

Philippe Aymard.